



PRÉFECTURE MARITIME DE LA MÉDITERRANÉE

Toulon, le 20 août 2008



Division « Action de l'Etat en mer »
BP 912 - 83800 Toulon Armées
Bureau Réglementation du littoral

Tel : 04.94.02.17.52
Fax : 04.94.02.13.63

ARRETE PREFECTORAL N°27/2008

REGLEMENTANT LA CIRCULATION DES NAVIRES ET LA PRATIQUE DES SPORTS NAUTIQUES DE VITESSE DANS LA BANDE LITTORALE DES 300 METRES BORDANT LA COMMUNE DE SAINT CYPRIEN

Le vice-amiral d'escadre Jean Tandonnet,
préfet maritime de la Méditerranée

- VU l'ordonnance du 14 juin 1844 concernant le service administratif de la marine,
- VU le code disciplinaire et pénal de la marine marchande et notamment son article 63,
- VU le code général des collectivités territoriales (article L.2213-23)
- VU le décret du 1er février 1930 portant attribution des préfets maritimes en ce qui concerne les pouvoirs de police des eaux et rades,
- VU les articles R.610-5 et L.131-13 du code pénal,
- VU le décret n° 96-611 du 4 juillet 1996 modifié, relatif à la mise sur le marché des bateaux de plaisance et des pièces et éléments d'équipements,
- VU le décret n° 2004-112 du 06 février 2004, relatif à l'organisation de l'action de l'Etat en mer,
- VU le décret n° 2007-1167 du 2 août 2007, relatif au permis de conduire et à la formation à la conduite des bateaux de plaisance à moteur,
- VU l'arrêté ministériel du 27 mars 1991, relatif au balisage et à la signalisation dans la bande littorale des 300 mètres,

- V U l'arrêté préfectoral n° 24/2000 du 24 mai 2000 modifié, réglementant la circulation des navires et engins le long des côtes françaises de Méditerranée,
- VU l'arrêté municipal du 14 mai 2008 du maire de la commune de Saint-Cyprien,
- SUR proposition du directeur interdépartemental des affaires maritimes des Pyrénées Orientales et de l'Aude,

A R R E T E

ARTICLE 1

Dans le dispositif du plan de balisage des plages de la commune de Saint Cyprien sont créés :

1.1 - Au Nord du port :

1.1.1 un chenal réservé à l'accès des navires au rivage et aux embarcations de secours et de surveillance (chenal n°2), de 15 mètres de large situé face au poste de secours n°1.

Ce chenal ne doit pas être utilisé comme zone d'évolution. La navigation doit s'y effectuer d'une manière régulière, directe et continue. Le stationnement et le mouillage y sont interdits. La vitesse est limitée à cinq nœuds.

1.1.2 Deux chenaux réservés aux embarcations de secours et de surveillance de 15 mètres de large :

- un chenal n° 3 situé face au poste de secours n° 2.
- un chenal n° 4 situé face au poste de secours n° 3.

La délimitation de ces chenaux est définie sur le plan figurant en annexe 1 du présent arrêté.

1.2 - Au Sud du port :

1.2.1 Deux chenaux réservés aux embarcations de secours et de surveillance de 15 mètres de large

- un chenal n° 6 situé face au poste de secours n° 4
- un chenal n° 8 situé face au poste de secours n° 5

1.2.2 Un chenal d'accès des navires au rivage (chenal n°10) de 50 mètres de large situé à l'extrémité Sud de la commune de Saint Cyprien

Ce chenal ne doit pas être utilisé comme zone d'évolution. La navigation doit s'y effectuer d'une manière régulière, directe et continue. Le stationnement et le mouillage y sont interdits. La vitesse est limitée à cinq nœuds.

La délimitation de ces chenaux est définie sur le plan figurant en annexe 2 du présent arrêté.

ARTICLE 2

Par dérogation, les bâtiments de l'Etat et les unités chargées du secours des plages sont autorisés à pénétrer dans tous les chenaux définis à l'article 1 ci-dessus.

ARTICLE 3

A l'intérieur des chenaux et des zones créés par arrêté municipal joint au présent texte, la circulation et le mouillage des navires et engins nautiques immatriculés sont interdits.

ARTICLE 4

Le balisage des chenaux définis à l'article 1 sera réalisé conformément aux normes édictées par le service des phares et balises. L'affectation des chenaux sera signalée par des panneaux à terre disposés conformément aux termes de l'arrêté ministériel du 27 mars 1991 susvisé.

ARTICLE 5

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté préfectoral n° 15/2007 du 12 juin 2007.

ARTICLE 6

Les infractions au présent arrêté exposent leurs auteurs aux poursuites et aux peines prévues par les articles R.610-5 et L.131-13 du code pénal, par l'article 63 portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande et par l'article 6 du décret n° 2007-1167 du 2 août 2007.

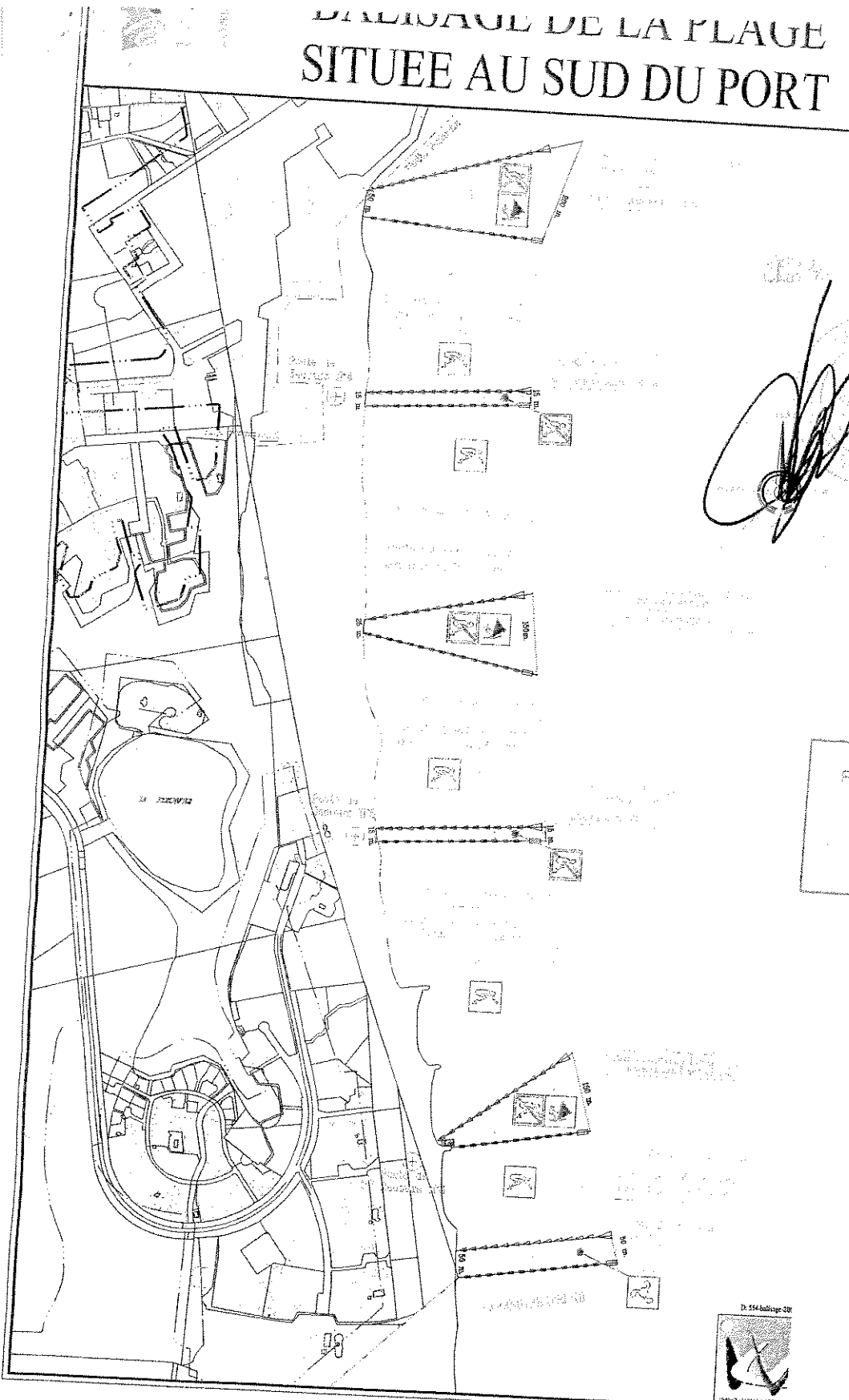
ARTICLE 7

Le directeur interdépartemental des affaires maritimes des Pyrénées Orientales et de l'Aude, les officiers et agents habilités en matière de police de la navigation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département des Pyrénées-Orientales.

Par empêchement,
le contre-amiral Dominique Balmitgère
adjoint territorial,



DÉLIMITAGE DE LA PLAGE SITUEE AU SUD DU PORT



16 MAI 2008

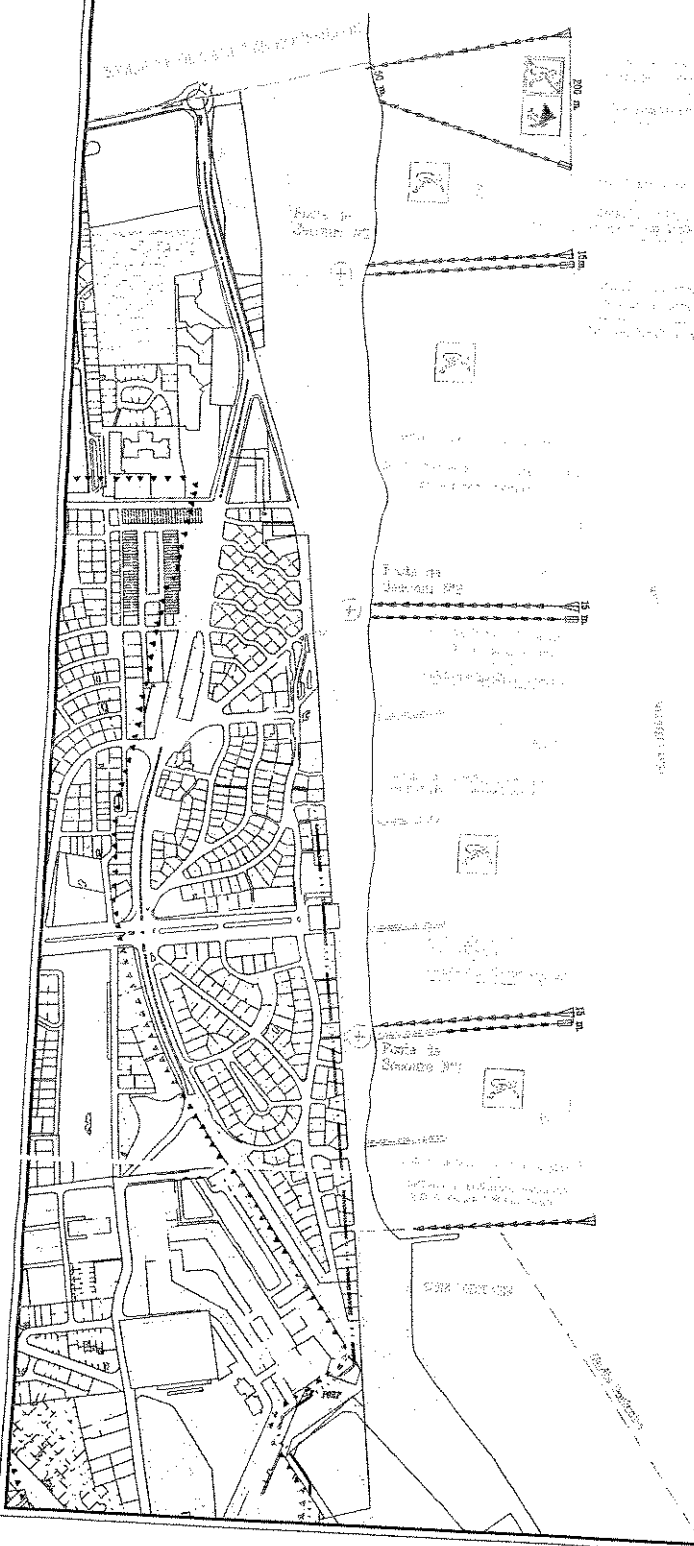
[Handwritten signature]

PREFECTURE
PYRENEES ORIENTALES
01 AOUT 2008
COURRIER



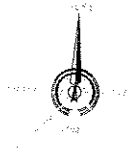
Annexe à l'arrêté préfectoral N° 27/2008 du 20 août 2008
Annexe à l'arrêté municipal du 16 mai 2008

BALISAGE DE LA PLAGE SITUEE AU NORD DU PORT



16 MAI 2008

PREFECTURE
PYENNES ORIENTALES
01 AOUT 2008
COURRIER



Annexe à l'arrêté préfectoral n° 27/2008 du 20 août 2008
Annexe à l'arrêté municipal du 16 mai 2008

ARRÊTE MUNICIPAL PORTANT RÉGLEMENTATION DE LA BAIGNADE ET DES ACTIVITÉS NAUTIQUES PRATIQUÉES À PARTIR DU RIVAGE AVEC DES ENGINS DE PLAGE et DES ENGINS NAUTIQUES non immatriculés dans la bande littorale des 300 m bordant la commune de SAINT-CYPRIEN

Saint-Cyprien

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE SAINT-CYPRIEN,
CONSEILLER GÉNÉRAL DE LA CÔTE RADIEUSE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L.2212.2, L. 2213.23,
VU la loi n°86-2 du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral,
VU l'arrêté ministériel du 27 mars 1991 relatif au balisage et à la signalisation de la bande littorale des 300 mètres,
VU l'arrêté municipal du 16 mai 2007 portant réglementation de la baignade et des activités nautiques pratiquées à partir du rivage avec des engins de plage et des engins non immatriculés dans la bande littorale des 300 mètres bordant la Commune de St-Cyprien,
VU l'avis de la Commission nautique locale en date du 26 mars 2008 ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Dans le dispositif du plan de balisage des plages de la Commune de SAINT CYPRIEN sont créés :

- à la limite des eaux territoriales de CANET : un chenal d'accès pour planches à voiles et dériveurs légers d'une longueur inférieure à 3,50 m, long de 300m, large de 50 m à la base, de forme conique et s'élargissant jusqu'à 200 m à la limite de la bande littorale (chenal n°1).
- Quatre zones réservées à la baignade :
 - ✕ zone A : entre la limite Sud du chenal n°1, jusqu'à la limite Nord du chenal n°2, situé au droit du poste de secours n°1
 - ✕ zone B : entre la limite Sud du chenal n°2, jusqu'à la limite Nord du chenal n°3, situé au droit du poste de secours n°2
 - ✕ zone C : entre la limite Sud du chenal n°3, jusqu'à la limite Nord du chenal n°4, situé au droit du poste de secours n°3
 - ✕ zone D : entre la limite du chenal n° 4, jusqu'au balisage mis en place au droit de l'épi expérimental qui marque la limite de la zone portuaire.

- un chenal contigu à la jetée Sud du Port pour l'accès des planches à voile et dériveurs légers d'une longueur inférieure à 3m50, large de 50 m à la base, de forme conique, s'élargissant jusqu'à 200 m à la limite de la bande littorale (chenal n°5) ;
- un chenal face à la concession n°9 pour l'accès des planches à voile et dériveurs légers d'une longueur inférieure à 3m50, long de 300 m, large de 25 m à la base, de forme conique, s'élargissant jusqu'à 150 m à la limite de la bande littorale (chenal n°7)
- un chenal face au poste de secours n°6 pour l'accès des planches à voile et dériveurs légers d'une longueur inférieure à 3m50, long de 300 m, large de 15 m à la base, de forme conique, s'élargissant jusqu'à 150 m à la limite de la bande littorale (chenal n°9)

- Cinq zones réservées à la baignade :

- * **Zone E** : entre la limite Sud du chenal n°5, jusqu'à la limite Nord du chenal n°6 situé au droit du poste de secours n°4
- * **Zone F** : entre la limite Sud du chenal n°6, jusqu'à la limite Nord du chenal n°7 situé au droit de la concession de plage n°9
- * **Zone G** : entre la limite Sud du chenal n°7, jusqu'à la limite Nord du chenal n°8 situé au droit du poste de secours n°5
- * **Zone H** : entre la limite Sud du chenal n°8, jusqu'à la limite Nord du chenal n°9 situé au droit du poste de secours n°6
- * **Zone I** : entre la limite Sud du chenal n°9, jusqu'à la limite Nord du chenal n°10 situé au droit à la limite des eaux territoriales de la Ville d'Elne.

La délimitation de ces zones est définie sur le plan figurant en annexe du présent arrêté.

ARTICLE 2 : A l'intérieur des chenaux créés par arrêté préfectoral, la baignade ainsi que la circulation et le mouillage des engins nautiques non immatriculés et engins de plage, sont interdits.

ARTICLE 3 : le balisage des chenaux définis à l'article 1 sera réalisé conformément aux normes édictées par le service des Phares et Balises. L'affectation des chenaux sera signalée par des panneaux à terre disposés conformément à l'arrêté ministériel du 27 mars 1991 susvisé.

ARTICLE 4 : la surveillance des zones et chenaux définis par les articles 1 et 2 du présent arrêté est assurée de juin à septembre tous les jours, de 10 h 30 à 18 H 30, en fonction de l'évolution du dispositif mis en place pour la surveillance des baignades par du personnel qualifié.

ARTICLE 5 : le présent arrêté annuel et remplace l'arrêté municipal du 16 mai 2007.

ARTICLE 6 : le Directeur Général des Services de la Ville et toutes autorités habilitées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Saint-Cyprien, le 16 mai 2008

LE MAIRE

Le Maire certifie sous sa responsabilité
Le caractère exécutoire de cet acte consécutivement
à sa transmission en Préfecture, à sa notification
et à son affichage le 04 AOUT 2008
Informe que le présent arrêté peut faire l'objet
D'un recours contentieux devant le TRIBUNAL
ADMINISTRATIF dans un délai de deux mois à compter
De sa publication et de sa notification

PREFECTURE
PYRENEES ORIENTALES
01 AOUT 2008
COURRIER

DECISION

**PORTANT PUBLICATION DU PLAN DE BALISAGE DES
PLAGES DE LA COMMUNE DE SAINT CYPRIEN**

*Le vice-amiral d'escadre Jean Tandonnet
préfet maritime de la Méditerranée*

*Monsieur Jacques Bouille
maire de la commune de Saint Cyprien*

VU l'arrêté préfectoral n° 27/2008 en date du 20 août 2008
du vice-amiral d'escadre, préfet maritime de la Méditerranée, réglementant la circulation des
navires et la pratique des sports nautiques de vitesse dans la bande littorale des 300 mètres
bordant la commune de *Saint Cyprien*,

VU l'arrêté municipal en date du 16 mai 2008
du maire de la commune de *Saint Cyprien* réglementant la baignade et les activités nautiques
pratiquées à partir du rivage avec des engins de plage et des engins non immatriculés dans la
bande littorale des 300 mètres bordant la commune de *Saint Cyprien*

DECIDENT

ARTICLE 1

Le plan de balisage des plages de la commune de Saint-Cyprien est composé de :

l'arrêté préfectoral n° 27/2008 en date du 20 août 2008
du vice-amiral d'escadre, préfet maritime de la Méditerranée, réglementant la circulation des
navires et la pratique des sports nautiques de vitesse dans la bande littorale des 300 mètres
bordant la commune de *Saint Cyprien*,

l'arrêté municipal en date du 16 mai 2008
du maire de la commune de *Saint Cyprien* réglementant la baignade et les activités nautiques
pratiquées à partir du rivage avec des engins de plage et des engins non immatriculés dans la
bande littorale des 300 mètres bordant la commune de *Saint Cyprien*,

.../...

ARTICLE 2

Ampliation de la présente décision et des arrêtés visés à l'article 1 sera adressée à :

- Monsieur le préfet des Pyrénées Orientales,
- Monsieur le directeur interdépartemental des affaires maritimes des Pyrénées Orientales et de l'Aude,
- Monsieur l'ingénieur des ponts et chaussées, chef du service maritime et de la navigation du Languedoc Roussillon

ARTICLE 3

La présente décision sera publiée avec les arrêtés visés à l'article 1.

Fait à Toulon, le 20 Nov 2002

Le vice-amiral d'escadre Jean Tandonnet
préfet maritime de la Méditerranée

par empêchement,
le contre-amiral Dominique Balmitgère
adjoint territorial



Monsieur Jacques Bouille
maire de la commune de Saint Cyprien



DECISION

**PORTANT PUBLICATION DU PLAN DE BALISAGE DES
PLAGES DE LA COMMUNE DE SAINT CYPRIEN**

*Le vice-amiral d'escadre Jean Tandonnet
préfet maritime de la Méditerranée*

*Monsieur Jacques Bouille
maire de la commune de Saint Cyprien*

VU l'arrêté préfectoral n° 27/2008 en date du 20 août 2008
du vice-amiral d'escadre, préfet maritime de la Méditerranée, réglementant la circulation des
navires et la pratique des sports nautiques de vitesse dans la bande littorale des 300 mètres
bordant la commune de *Saint Cyprien*,

VU l'arrêté municipal en date du 16 mai 2008
du maire de la commune de *Saint Cyprien* réglementant la baignade et les activités nautiques
pratiquées à partir du rivage avec des engins de plage et des engins non immatriculés dans la
bande littorale des 300 mètres bordant la commune de *Saint Cyprien*

DECIDENT

ARTICLE 1

Le plan de balisage des plages de la commune de Saint-Cyprien est composé de :

l'arrêté préfectoral n° 27/2008 en date du 20 août 2008
du vice-amiral d'escadre, préfet maritime de la Méditerranée, réglementant la circulation des
navires et la pratique des sports nautiques de vitesse dans la bande littorale des 300 mètres
bordant la commune de *Saint Cyprien*,

l'arrêté municipal en date du 16 mai 2008
du maire de la commune de *Saint Cyprien* réglementant la baignade et les activités nautiques
pratiquées à partir du rivage avec des engins de plage et des engins non immatriculés dans la
bande littorale des 300 mètres bordant la commune de *Saint Cyprien*,

.../...

ARTICLE 2

Ampliation de la présente décision et des arrêtés visés à l'article 1 sera adressée à :

- Monsieur le préfet des Pyrénées Orientales,
- Monsieur le directeur interdépartemental des affaires maritimes des Pyrénées Orientales et de l'Aude,
- Monsieur l'ingénieur des ponts et chaussées, chef du service maritime et de la navigation du Languedoc Roussillon

ARTICLE 3

La présente décision sera publiée avec les arrêtés visés à l'article 1.

Fait à Toulon, le 20 Mars 2003

Le vice-amiral d'escadre Jean Tandonnet
préfet maritime de la Méditerranée
par empêchement,
le contre-amiral Dominique Balmitgère
adjoint territorial



Monsieur Jacques Bouille
maire de la commune de Saint Cyprien

